

# Les entreprises ouvrent peu à peu leurs postes aux soldats blessés

- Longtemps tabou, le sujet du retour à l'emploi des militaires blessés est traité depuis peu par l'armée et les entreprises.
- Le Medef a sorti un guide pour épauler les dirigeants à ce sujet à travers un tour des régions qui démarre cet automne.

Marion Kindermans  
@MaKindermans

Les liens entre les militaires et les entreprises ne datent pas d'hier. Entre 12.000 et 15.000 militaires se reconvertissent chaque année dans le privé, des milliers de salariés émigrent quelques jours par an dans l'armée pour être réservistes... Mais une question était jusqu'à présent tenue dans l'ombre, celle de ces soldats blessés au combat, que les blessures soient physiques ou psychiques, et dont l'avenir se dessine dans le retour à l'emploi.

« On se préoccupe plus de ce sujet aujourd'hui car le nombre de blessés a augmenté ces dernières années du fait de la multiplication des conflits en opérations extérieures (Opex). Nous avons par ailleurs une meilleure connaissance du stress post-traumatique et des moyens de le soigner. Ce n'est plus un sujet tabou », explique Fabrice de Chaignon, secrétaire général du comité de liaison défense du Medef, qui traite au sein de l'organisation patronale des relations avec le monde militaire.

## Reconversion

Pour la première fois, le Medef a levé le voile fin mars dernier en organisant un colloque sur ce sujet, auquel ont assisté à Paris quelque 300 dirigeants de grands groupes et PME. L'événement va se dupliquer en régions, en commençant par Bordeaux en octobre. Le thème tient à cœur au patron des patrons, Geoffroy Roux de Bézieux, ancien commando de marine. Pour aider les entreprises à embaucher ces effectifs pas comme les autres, et à se retrouver dans le maquis des structures d'accompagnement, un guide pratique a été diffusé à 4.500 exemplaires. Car, à côté des structures de l'armée, une myriade d'associations épaulent ces hommes et ces femmes blessés au combat (Solidarité Défense, Terre Fraternité, Ad Augusta...).

# 15.000

## MILITAIRES

se reconvertissent chaque année dans le privé, des milliers de salariés émigrent quelques jours par an dans l'armée pour être réservistes.

## Les laboratoires M&L offrent 30 jours de disponibilité aux salariés réservistes

M&L, la société de production du groupe L'Occitane, facilite l'engagement civique de ses employés, à travers le temps qu'ils consacrent à la Garde nationale.

Paul Molga  
— Correspondant à Marseille

C'est parce qu'il est lui-même réserviste de longue date que Kevin Heydon, directeur de la sécurité de l'information chez M&L, la société de production du groupe L'Occitane, a insisté auprès de sa direction pour signer une convention de soutien à la réserve opérationnelle. « L'objectif est d'offrir à ceux qui désirent s'engager un environnement favorable pour passer à l'acte », explique-t-il.



Pour un grand nombre d'entreprises, embaucher un soldat blessé est un moyen d'atteindre le quota obligatoire, de 6 % de personnes handicapées. Photo Eliot Blondet/pool/RÉA

Combien sont-ils ? Si des chiffres précis sont difficiles à obtenir, la Cellule d'aide aux blessés de l'armée de terre (Cabat) dit accompagner 1.100 blessés sur une durée supérieure à six mois, dont 65 % en état de stress traumatique. Ces derniers sont plus enclins à passer en entreprise, là où 80 % des blessés physiques veulent rester dans l'armée. Avec des résultats, puisque « plus de 27 CDI ont été signés en 2018 », a rapporté lors du colloque le colonel Antoine Brulé, chef de la Cabat.

Le parcours de ces « gueules cassées » pour retrouver un emploi – mis au point après le choc des pertes humaines lors de l'embuscade d'Uzbin en Afghanistan en août 2008 – est bien cadré. Après avoir été épaulés par Défense Mobilité, l'agence de reconversion de la Défense, les volontaires démarrent par un stage Omega en entreprise, d'un an maximum, financé par

l'armée. Durant ce temps d'immersion, ils sont suivis et accompagnés par l'institution. Puis, en cas d'embauche, ils deviennent des salariés comme les autres, avec le statut de handicapé s'ils le demandent.

## Un vivier méconnu

Pour les entreprises, c'est un vivier souvent méconnu, « encore plus avec la nouvelle génération d'entrepreneurs qui n'a pas fait son service militaire », précise Dominique Levy, du groupe de travail « Reconversion des militaires blessés » créé il y a deux ans au Medef. Les attentats de 2015 ont néanmoins fait bouger les lignes en rendant les entreprises plus sensibles aux situations des soldats. Au démarrage, pour nombre d'entreprises et surtout les grands groupes, embaucher un soldat blessé est un moyen d'atteindre le quota obligatoire de 6% de personnes handicapées. « Ma première

motivation pour me tourner vers ce public a été de remplir le quota handicapé, mais très vite, leur sens du collectif, de la mission et leur façon de rendre compte m'ont convaincu sur leurs compétences », a reconnu lors du congrès Jean-Jacques Chovet, DRH d'Arquus (ex-Renault Trucks Defense). Chez Vitale Assistance, ils sont 53 militaires – dont quelques blessés – sur les 800 salariés. Les échecs font aussi partie du lot. Rapport à la hiérarchie et à l'autonomie différent, difficulté à s'adapter... « C'est difficile pour certains de passer de l'idéal de l'armée au monde de l'argent et du profit de l'entreprise », explique Pierre-Etienne de Moustier, à la tête du cabinet de recrutement AIMS International, qui enjoint « les PME à piocher dans ce vivier hyperformé, qui recèle de très bons futurs managers ». Lui-même présente régulièrement des militaires dans ses short-lists. ■

## Hinov promet la réinsertion à travers le pilotage de drones

L'entreprise a été créée par un ancien pilote, lui-même victime d'un traumatisme. Spécialiste des drones, il veut aider les anciens militaires à se reconstruire socialement et professionnellement.

Frank Niedercorn  
— Correspondant à Bordeaux

« Je suis passé de l'adrénaline de l'action à celle de l'entrepreneur. » Ancien pilote de l'armée de terre, Stéphane Imbert a décidé de s'impliquer dans la réinsertion des militaires blessés : « J'ai eu de la chance et j'ai voulu rendre la pareille à l'armée, qui m'a aussi aidé. » Lui aussi a vécu ce parcours. En 2011, aux commandes de son Pilatus à 3.000 mètres d'altitude, il perd le contrôle et ne le récupère que 1.000 mètres plus bas après une chute en vrille de 10 secondes. Il en sort apparemment indemne et continue de voler. Toutefois les problèmes de santé se multiplient.

En 2014, alors qu'il est chef d'un détachement au Mali, son corps « le lâche ». Il se voit diagnostiquer un syndrome post-traumatique. « Après onze ans dans l'armée, on apprend d'abord que l'on ne volera plus, puis que l'on ne sera plus militaire. Tout cela en trois semaines. C'est dur », se remémore Stéphane Imbert. Entré dans l'armée avec un simple baccalauréat, devenu officier en 2010 avec une qualification de pilote civil et militaire, il passe alors six mois en congé maladie. Avec une dépression à la clef. La sortie du tunnel coïncide avec un reportage diffusé à la télévision sur l'essor des

drones. C'est le déclic. Avec l'aide de la Cellule d'aide aux blessés de l'armée de terre (Cabat), il monte un projet d'entreprise pour la formation d'opérateurs de drones.

Associée avec le constructeur toulousain Delair (ex-Delair-Tech), sa société SkyBirdsView forme des techniciens pendant un an en Asie. Puis, approché par l'Agence de développement et d'innovation de Nouvelle-Aquitaine, il déménage de Montauban à Bordeaux. C'est en 2016 que lui vient l'idée de réinsérer des soldats en lien avec la Cellule d'aide aux blessés de l'armée de terre (Cabat). D'abord un ancien navigateur de Mirage 2000 puis un ex-chasseur alpin qui, après avoir été formés, vont eux mêmes former une vingtaine d'opérateurs de drones.

Formation d'une vingtaine d'opérateurs de drones.

Des prestations de formation qui sont vendues sous la marque Hinov, « destinée à nous positionner sur les métiers innovants pour bien montrer qu'une personne en situation de handicap a beaucoup de potentiel », insiste Stéphane Imbert. Hinov aura formé une quarantaine d'opérateurs de drones supplémentaires cette année. La marque va aussi devenir une entreprise à part entière et s'ouvrir à d'autres activités comme la modélisation 3D. Toujours en lien avec la Cabat, un troisième ancien militaire blessé devrait la rejoindre. ■

contrainte à prendre un intérim de remplacement, elle compense la perte de salaire des jours sous les drapeaux, soldés entre 50 et 100 euros par l'Etat.

## Valeurs partagées

En contrepartie, la convention prévoit un garde-fou : la possibilité pour le référent Défense – Kevin Heydon – de réduire la disponibilité d'un employé si son engagement militaire impacte fortement sa performance ou met son équipe en difficulté. « Je joue le rôle de facilitateur entre le management, les ressources humaines et les collaborateurs réservistes », poursuit ce pédagogue de trente-neuf ans qui puise sa légitimité dans son grade de capitaine. A ce jour, pas plus de cinq employés se sont officiellement déclarés réservistes, mais Kevin Heydon estime

que la nouvelle convention va gonfler les effectifs. « Travail en équipe, adaptabilité, intégrité, esprit d'initiative et réactivité sont des valeurs de l'engagement militaire apprécié en entreprise », défend-il. L'expérience a également son intérêt dans la gestion des situations de crise et de stress. D'autres engagements qui mériteraient aussi des aménagements spécifiques ont été identifiés, comme élu local ou pompier volontaire.



**À NOTER**  
Plus de 620 conventions ont été signées avec la Garde nationale. On compte 67.000 réservistes, et chaque jour, 6.700 sont sur le terrain.